

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/436
29 novembre 2004

(04-5188)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

Communication de la Chine

La communication ci-après, datée du 26 novembre 2004 et adressée par la délégation de la République populaire de Chine, qui contient les renseignements spécifiés à l'Annexe 1A de son Protocole d'accession, est distribuée dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire au titre de la section 18 dudit Protocole.

- a) **Modifications apportées à la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur les brevets, ainsi qu'aux règlements d'application pertinents couvrant tous les domaines de l'Accord sur les ADPIC, afin de rendre ces mesures pleinement conformes à l'Accord sur les ADPIC et de protéger les renseignements non divulgués**

1. Droit d'auteur

Le 24 juillet 2003, l'Administration nationale chinoise du droit d'auteur a promulgué une version révisée du *Règlement d'application concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur*, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2003. Ces nouvelles mesures révisées ont encore amélioré les moyens administratifs de faire respecter le droit d'auteur, assuré la mise en place d'une procédure administrative pour faire respecter le droit d'auteur et soumis à une discipline les actions d'exécution administratives.

2. Marques de fabrique ou de commerce

En avril 2002, le Conseil d'État a promulgué le *Règlement sur la protection des symboles olympiques*, qui a renforcé la protection des droits des détenteurs de droits sur les symboles olympiques.

3. Brevets

En 2003, l'Office national de la propriété intellectuelle (SIPO) a élaboré les *Mesures relatives à l'octroi de licences obligatoires d'exploitation de brevets* et les *Mesures relatives à l'administration de l'Office des brevets*.

4. Protection douanière

En 2003, le Conseil d'État a publié une nouvelle version révisée du *Règlement régissant la protection douanière des droits de propriété intellectuelle*, qui a encore renforcé la protection à la frontière des droits de propriété intellectuelle.

b) Comme il est indiqué dans le rapport, la Chine renforce actuellement, par des sanctions administratives plus efficaces, l'application de la législation sur les DPI.

La Chine a toujours accordé une grande importance au respect de la protection des DPI et a pris des mesures significatives pour améliorer encore le respect des lois relatives aux droits de propriété intellectuelle. Les autorités au niveau local ont pleinement pris conscience des effets positifs de la protection des DPI sur le développement économique; elles ont aboli le protectionnisme local et pris des mesures efficaces dans le cadre d'opérations conjointes pour sanctionner les atteintes aux DPI et la contrefaçon.

Selon les statistiques, 37 489 affaires de violation de marques de fabrique ou de commerce, de divers types, ont fait l'objet d'enquêtes et ont été réglées dans le pays en 2003, parmi lesquelles 26 488 concernaient des atteintes à des marques et la contrefaçon de marques. 84 755 000 éléments/ensembles de marques illicites ont été saisis et détruits. 15 597 moules, plaques d'imprimerie et autres instruments directement utilisés pour contrefaire des marques ont été confisqués. 5 754,92 tonnes de produits contrefaits ont été détruites. Le montant des amendes infligées s'est chiffré à 242 millions de renminbi.

En 2003, les bureaux de la propriété intellectuelle à tous les niveaux ont été saisis de 1 517 litiges en matière de brevet, dont 1 237 ont été réglés. Les administrations locales du droit d'auteur dans tout le pays ont instruit 23 013 affaires, soit près de 2,6 fois plus qu'en 2002. Parmi ces affaires, 22 429, soit 97,6 pour cent de la totalité d'entre elles, ont été réglées. Sur l'ensemble de ces affaires, 21 032 ont donné lieu à des sanctions administratives, 1 173 ont fait l'objet d'une médiation et 224 ont été déferées aux instances judiciaires. 67,97 millions d'articles pirates ont été confisqués.

Au total, 756 affaires d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle pour une valeur de 67,97 millions de renminbi ont fait l'objet d'enquêtes et ont été réglées par les bureaux des douanes dans toute la Chine, soit une augmentation de 76 pour cent par rapport à l'année dernière. Les autorités publiques chargées de la sécurité en Chine ont traité 3 162 affaires d'atteinte aux DPI, appréhendant 5 004 suspects. La Cour suprême du peuple a été saisie de 401 affaires d'atteinte aux DPI qui ont donné lieu à des sanctions pénales; 399 de ces affaires ont été closes et 551 personnes ont été condamnées.

Afin de parvenir à des résultats plus concertés en matière de protection des DPI en Chine, le Conseil d'État a décidé que, de septembre 2004 à août 2005, une action ponctuelle pour la protection des DPI serait menée dans tout le pays, sous la direction du Groupe de travail national de la protection des DPI. Dans le cadre de cette action, l'accent sera mis sur les "domaines clés", les "secteurs clés" et les "régions clés" afin de renforcer la protection globale des DPI. Par "domaines clés" on entend la protection des droits conférés par les marques de fabrique ou de commerce, du droit d'auteur et des droits conférés par les brevets; par "secteurs clés" on entend les importations et les exportations, les foires et les marchés de gros, la fabrication pour des marques étrangères, l'impression et la reproduction; par "régions clés" on entend les régions où il y a une forte concentration de la production et de la vente de produits contrefaits. Les affaires qui revêtent une importance particulière pour les détenteurs de DPI, ainsi que celles qui ont de graves conséquences, feront l'objet d'une attention spéciale et des mesures rigoureuses ont été prises pour sanctionner les infractions aux lois relatives à la protection des DPI.
